

Et si les écolos poussaient tellement le bouchon que les patriotes arrivaient en masse au pouvoir en UE ?

écrit par Monique B | 20 décembre 2023





En Flandre belge, la lutte contre les pollutions agricoles favorise l'extrême droite

Sommée par l'Europe de réduire ses émissions d'azote, la Flandre patine. Face à la grogne des gros agriculteurs qui manifestent, le gouvernement régional, très à droite, relâche la règle anti-pollution.

Un gouvernement paralysé, des agriculteurs en colère, des fermes usines menacées de fermeture... En Flandre belge, l'azote pourrit la vie d'un exécutif tiraillé entre obligations réglementaires, enjeux économiques et tentations populistes. Il y a un mois, le 14 novembre, un accord a été trouvé entre les partis de la coalition gouvernementale. Il le fallait suite à une décision de justice au sujet d'un élevage de volailles polluant à Kortessem, près d'une forêt Natura 2000.

En 2021, [11,6 millions de porcs](#) – soit environ autant que d'humains belges – ont été abattus en Belgique, selon

l'office de statistiques du pays. À 95 % en Flandre. L'élevage intensif de bétail – très dense sur ce territoire à peine plus grand que l'Île-de-France –, a été encouragé durant des décennies dans le cadre d'un modèle productiviste. Problème : cette production a engendré des rejets en azote dans la nature beaucoup trop importants. 80 % des milieux naturels en Flandre contiennent trop d'azote – ce composant du fumier, du lisier et des engrais chimiques qui pollue les nappes et perturbe les écosystèmes.

Une quarantaine d'exploitations fermées en 2025

La situation s'est accélérée en 2021. Un éleveur basé à Kortesseem (Limbourg, à l'est de la Flandre) souhaitait doubler son cheptel de volailles – de 80 000 à 177 000 têtes – malgré la présence d'un site protégé à proximité. Deux associations écologistes ont attaqué la Région et l'exploitation devant les tribunaux. Le permis a été annulé.

« Les tribunaux ont dit qu'il n'y avait pas de règle claire en Flandre, et ont contraint le gouvernement flamand à élaborer un plan de réduction de l'azote en conformité avec les règles européennes », détaille Barbara Creemers, députée fédérale du parti écologiste flamand Groen.

Le gouvernement flamand – détenteur de la compétence agriculture – a dû agir sous peine de sanctions. La ministre de l'Environnement – et étoile montante de la politique belge – Zuhal Demir (N-VA, droite nationaliste) doit mettre en musique les nouvelles normes : la réduction de 30 % de l'émission d'azote passera par la fermeture d'une quarantaine d'exploitations à l'horizon 2025 et une menace de fermeture pour des centaines d'exploitations trop polluantes à l'horizon 2030. Mais Zuhal Demir s'est heurté à un mur au sein de sa propre coalition. Le parti chrétien-démocrate flamand (CD&V), ancien parti hégémonique en Flandre devenu aujourd'hui minoritaire, est très proche du Boerenbond, principal syndicat agricole flamand, très

hostile à ces mesures.

« *Il était devenu urgent de trouver une solution. Mais avec le CD&V dans la coalition, c'était presque impossible* », estime Séverine de Laveleye, députée fédérale pour le parti francophone Écolo. Début mars, 3 000 agriculteurs ont défilé à Bruxelles. « *Les agriculteurs ne sont pas très riches, on peut comprendre la peur et la colère du secteur agricole. On les a poussés dans ce modèle, et maintenant, ils sont coincés* », déplore Séverine de Laveleye.



Venus de toute la Flandres, 2700 véhicules agricoles selon la police avaient convergé, début mars, vers Bruxelles. *Capture écran Les News 24*

Le gouvernement flamand est bloqué, des permis d'exploitation sont suspendus ou annulés. Car l'agriculture n'est pas le seul secteur concerné. Ainsi, le projet de craqueur d'éthane du géant de la chimie Ineos à Anvers, estimé à 3,5 milliards d'euros, est en suspens. Cette usine qui convertit l'éthane en éthylène, l'une des matières premières du plastique, pourrait émettre énormément d'azote. Jim Ratcliffe, patron d'Ineos, a obtenu du gouvernement flamand une garantie des 500 millions d'euros déjà investis : en cas d'abandon du projet, Ineos sera remboursé par la Région. L'accord pose de toute façon des conditions favorables au « *permis Ineos* ».

« *L'accord ouvre une série de dérogations* »

Cet enjeu économique crucial met la pression sur le gouvernement flamand dirigé par le – très droitier – ministre-président Jan Jambon (N-VA). « *L'accord [signé mi-novembre] ouvre une série de dérogations, il y a beaucoup de cas par cas* », dit Séverine de Laveleye. En résumé, l'objectif de baisse de 30 % des émissions d'azote est inscrit dans la loi, mais les injonctions sont tellement

souples que leur contournement apparaît facile.

Les exploitations les plus riches pourront mener les investissements nécessaires, mais pas les plus modestes. « *Il n'y a pas un début de changement de paradigme* », poursuit la députée.

Tout ceci intervient à l'approche des élections fédérales et régionales belges de juin 2024, alors que les politiques ont en tête [la révolte des agriculteurs néerlandais en 2022](#), après des décisions similaires de restriction de l'azote. Selon un [sondage](#) iVox début décembre, le parti d'extrême droite Vlaams Belang est crédité de 27,5 % des voix, et la N-VA – le parti nationaliste auquel appartient la ministre de l'Environnement – de 22 %.

<https://reporterre.net/En-Flandre-belge-la-lutte-contre-les-pollutions-agricoles-favorise-l-extreme-droite>